La délégation des droits des femmes et à l'égalité du CESE élit à sa présidence Emelyn Weber

PUBLIÉ LE 11/07/2018

Le Conseil économique, social et environnemental se félicite de l'élection à la tête de la délégation des droits des Femmes et à l'égalité d'Emelyn Weber, également membre et présidente du groupe des Organisations Etudiantes et Mouvements de Jeunesse (OEMJ).

Le CESE est heureux d'annoncer l'élection d'Emelyn Weber à la présidence de la Délégation des droits des Femmes et à l'égalité (DDFE), créée en 2000. Elle succède à Pascale Vion, dont le CESE salue le travail et l'engagement, en fonction depuis 2015. Créée il y a 18 ans sur le modèle des délégations homonymes de l'Assemblée nationale et du Sénat, la DDFE assure une mission de veille, d'impulsion et de suivi sur la prise en compte du genre dans les travaux du CESE.

Emelyn Weber, un engagement en faveur de l'égalité femmes/hommes

Emelyn Weber a 25 ans et représente la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et le Forum Français de la Jeunesse (FFJ) au CESE. Engagée depuis ses 14 ans à la JOC, elle a présidé la fédération de Metz jusqu'en 2017. Son engagement pour l'égalité femmes/hommes est né de son travail dans les milieux ouvriers et populaires, où les femmes subissent une double peine : la précarité et la discrimination. Cet engagement s'est concrétisé notamment dans l'avis qu'elle a co-rapporté sur les demandeur.euse.s d'asile dans l'Union Européenne dans lequel les violences sexo-spécifiques subies par les femmes migrantes ont fait l'objet d'une attention particulière.

Une volonté de renforcer les actions de la délégation aux Droits des Femmes et à l'Egalité

Durant son mandat, Emelyn Weber souhaite d'abord que les efforts déjà réalisés pour étudier les situations que vivent les femmes dans l'ensemble des travaux du CESE soient confortés. Elle a également à cœur de pérenniser et de renforcer les actions de communication, de formation et de partenariats menées par la délégation, véritables leviers de la prise en compte des femmes, dans un contexte de réforme du Conseil.

En mars 2017, le CESE a adopté un avis « Combattre les violences faites aux femmes dans les Outre-Mer », ainsi qu'une Résolution sur l'égalité professionnelle femmes/hommes, en janvier 2018. La délégation travaille sur une Etude qui sera présentée en plénière le 9 octobre 2018 sur les temps de vie des femmes.

Contact presse :
Charlotte Lazimi
07 77 16 46 85
charlotte.lazimi@havas.com

Télécharger

© - copyright CESE - Novembre 2026